

rajustements seront versés à tous les producteurs, les producteurs de graines de tournesol en bénéficieront également.

LES MINES A) L'AVENIR DE CYPRUS ANVIL À FARO AU YUKON B) LES PROGRAMMES DU GOUVERNEMENT

M. Thomas Siddon (Richmond-Delta-Sud): Le 14 février dernier, monsieur le Président, j'ai interrogé à la Chambre madame le ministre d'État chargé des Mines (M^{me} Erola) et le ministre des Finances (M. Lalonde) au sujet de la réouverture possible de la mine Cyprus Anvil à Faro au Yukon. Plus tard, soit le 17 mars dernier, puis de nouveau la semaine dernière, j'ai posé une question au premier ministre (M. Trudeau) au sujet de l'incapacité de son gouvernement à régler ce problème qui, depuis le temps qu'il dure, a causé d'irréparables dommages à l'économie du Yukon.

Dans ma question du 20 avril, je demandais au premier ministre de confirmer les rapports selon lesquels son gouvernement a enfin pris une décision relativement à l'aide que la mine Cyprus Anvil lui demande depuis longtemps. Même si le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Munro) se trouvait à ce moment-là même à Whitehorse en train d'annoncer cette décision, le premier ministre a refusé de confirmer ces rapports à la Chambre, nous privant, moi et d'autres députés, de l'occasion de l'interroger au sujet des modalités de l'aide accordée et de la raison d'être du retard.

A cause de sa façon d'aborder le problème de la mine Cyprus Anvil, le gouvernement fédéral a causé un tort irréparable à la mine elle-même, à la ville de Faro et au Yukon tout entier. Les longs délais requis pour faire approuver le programme d'aide ont gravement compromis la rentabilité future de la mine et le gouvernement n'a rien fait pour compenser les torts qu'il lui cause depuis cinq mois.

Jusqu'au moment de la fermeture en juin dernier, la mine Cyprus Anvil était le plus gros employeur du territoire. Elle versait 40 p. 100 de la masse salariale du Yukon. Il est certain que le Yukon se ressentira de la fermeture définitive de la mine, et pourtant, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien a mis cinq mois à dire si le gouvernement était disposé à agir. Cela se passait en octobre dernier.

● (1810)

Au début d'octobre 1982, le ministre acceptait de relancer l'exploitation à condition que la compagnie, les travailleurs et les responsables du gouvernement du Yukon s'astreignent à certaines conditions. Dès le début de décembre, toutes les exigences du ministre en ce qui concernait le contrat de travail et la question relative à l'imposition des avantages du Nord avaient été remplies. Pourtant le ministre hésite toujours à faire sa part dans cette affaire. Dans l'intervalle, les travailleurs continuent de quitter Faro et l'économie du Yukon de se détériorer.

Il est difficile de comprendre les hésitations du gouvernement, lui, qui semble toujours prêt à consentir des prêts à faible intérêt ou même sans intérêt pour des projets d'une valeur douteuse dans d'autres pays, qu'il s'agisse de la fabrication de wagons pour la ville de New York ou de l'ouverture de nouvelles exploitations minières dans différents pays de l'Amérique du Sud, des exploitations qui finissent par concurrencer les nôtres. Dans ce cas-là, le gouvernement est prompt à agir.

Mais dans le cas présent, les délais sont particulièrement exaspérants parce que le gouvernement est responsable des

L'ajournement

nombreux problèmes financiers de la mine de Faro. Il n'a pas tenu compte des demandes relatives à l'amélioration du réseau électrique et du réseau routier du Yukon. A cause de la politique libérale régissant l'investissement étranger, l'exploitation a été acquise par la Dome Petroleum, transaction qui est peut-être la cause première de la plupart des difficultés financières actuelles.

Le gouvernement du Canada avait donc toutes les raisons possibles et surtout avait l'obligation d'agir rapidement, et pourtant, les choses traînent depuis presque un an. Ce délai interminable n'a fait qu'aggraver le problème. C'est ainsi qu'en janvier dernier, devant cette situation, on a décidé de fermer pour une période indéfinie, les installations de la White Pass and Yukon Railway. Et durant ce temps, l'étroit chemin de fer ne fait que se détériorer chaque jour davantage pendant que s'accroissent les frais de réouverture.

Puisque la Cyprus Anvil est le principal usager de ce chemin de fer, il faudra peut-être qu'elle fasse les frais de la réouverture des installations. Et pour régler le problème, il ne suffira pas d'acheminer au cours des prochains mois les matériaux accumulés sur le site de la mine, solution qui constituait l'essentiel du programme d'aide annoncé la semaine dernière.

Il faut absolument de l'aide à brève échéance comme l'a annoncé le ministre à Whitehorse le 20 avril, à cause de la situation désespérée du Yukon. Cette aide nous garantira-t-elle toutefois que la mine Cyprus Anvil sera rouverte? Oblige-t-on la société minière Cyprus Anvil à garantir qu'elle rouvrira la mine? En vertu du marché qui prévoit l'octroi par le gouvernement, d'un prêt et de subventions se chiffrant à 25 millions de dollars, la société minière est-elle obligée de donner des actions de la société au gouvernement? Je crois que les députés voudraient connaître la réponse à ces questions, monsieur le Président.

Par ailleurs, il faut prendre des initiatives qui assureront la viabilité de la mine Cyprus Anvil à longue échéance. Ainsi, le gouvernement devrait supprimer cet impôt révoltant sur les avantages accordés aux personnes travaillant dans le Nord qui a déjà gravement compromis les efforts de reprise de la pleine production minérale à la mine. L'impôt compromettra les chances de la mine de Cyprus Anvil de devenir concurrentielle et de récupérer les clients japonais qu'elle a déjà perdus pendant cette longue fermeture. Le gouvernement devrait également améliorer l'infrastructure, ce qui prouverait qu'il tient à relancer l'industrie minière dans le Nord.

Le secrétaire parlementaire peut-il dire à la Chambre ce soir si un des 100 projets de relance dont il est question dans l'exposé budgétaire sera directement avantageux pour l'industrie minière du Yukon? Ainsi, le gouvernement est-il disposé à ouvrir la route du port de Skagway ou à lancer des projets hydro-électriques qui permettront aux entreprises du Yukon d'obtenir de l'électricité à un prix raisonnable? Sinon, l'aide que le ministre a annoncée la semaine dernière pour la mine de Cyprus Anvil est insuffisante et elle vient trop tard.

M. Jesse P. Flis (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur le Président, je suis très heureux de répondre ce soir à la question du député parce que j'ai passé une semaine à Whitehorse juste avant Pâques et que j'ai écouté les doléances des mineurs de cette région du Canada qui sont au chômage.